

détérioration. La dette, l'insuffisance des apports financiers, la croissance démographique, la dégradation de l'environnement et la sous-exploitation des ressources humaines ne sont qu'une partie des problèmes auxquels font face les gouvernements africains. Malgré la poursuite de la croissance économique mondiale, les termes de l'échange de l'Afrique ont continué jusqu'à récemment de se détériorer.

Les problèmes ne sont cependant pas insolubles. C'est le message fondamental du Programme d'action des Nations Unies pour l'Afrique. Nous pouvons, grâce à la coopération multilatérale, surmonter collectivement des problèmes que nous ne saurions résoudre individuellement. Il y a deux ans, sous la direction du Secrétaire général, nous avons tracé ensemble, étape par étape, la voie qui est censée mener au redressement et à la croissance de la région. Nous savions ce qu'il fallait faire et nous le faisons.

Tant les gouvernements africains que la communauté internationale ont pris d'importantes mesures. Il est évident que certains progrès ont été accomplis, mais qu'ils n'ont eu - jusqu'ici - guère d'incidence sur le tableau général. Les réformes économiques, les mesures d'allègement de la dette, l'engagement de nouvelles ressources, tout cela prend du temps avant de faire de l'effet. J'ai trouvé dans le Rapport du Secrétaire général, de bonnes raisons d'espérer des résultats plus positifs au cours des prochaines années.

De nombreux pays africains procèdent actuellement à des réformes économiques et font des efforts d'ajustement. Ces gouvernements ont fait preuve d'un grand courage et se sont montrés extrêmement prévoyants en affrontant les risques à court terme que présentent sur les plans social et politique, les nouvelles politiques visant à éliminer les barrières et les distorsions qui ont empêché une croissance saine et entravé l'évolution naturelle de l'économie. Il y a des risques, mais les avantages à long terme l'emportent de loin sur ces derniers. Une vigilance constante et accrue est nécessaire. Mais c'est surtout durant la période difficile de transition que les gouvernements africains méritent et recevront notre appui entier et implacable, en tout cas en ce qui concerne le Canada.

L'Afrique doit définir et appliquer son propre programme de redressement. Elle ne peut cependant le faire sans un appui extérieur. D'importants apports de ressources sont nécessaires si l'on veut qu'il soit possible de mettre en oeuvre les réformes politiques requises. Un allègement important du lourd fardeau de la dette qui paralyse les pays les plus pauvres d'Afrique est également nécessaire.